

**DELIBÉRATION N°24/2026**

**OBJET : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026 - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE DU RAINCY**

**Le Conseil municipal,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2311-1, L. 2312-1 et L. 2312-2 relatifs au budget primitif, à son vote et au débat d'orientations budgétaires ;

**Vu** l'article L. 2313-1 du Code général des collectivités territoriales relatif à la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles jointe au budget primitif ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au budget principal de la commune ;

**Vu** la loi de finances pour 2026 ;

**Vu** la délibération n°17-2026 du Conseil municipal en date du 16 avril 2026 relative au Débat d'orientations budgétaires 2026 ;

**Vu** le projet de budget primitif 2026 - budget principal de la Ville du Raincy, présenté en équilibre réel, en recettes et en dépenses, pour chacune des sections de fonctionnement et d'investissement, joint en annexe ;

**Vu** la note de présentation brève et synthétique du budget primitif 2026, établie en application de l'article L. 2313-1 du CGCT et annexée au présent rapport ;

**Vu** l'avis de la commission finances en date du 23 avril 2026 ;

**Considérant** que le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité, en ce qu'il autorise la Ville à engager les dépenses et à percevoir les recettes de l'exercice ;

**Considérant** qu'il doit être voté en équilibre réel, sur la base d'évaluations sincères des recettes et des dépenses ;

**Considérant** que le budget primitif 2026 a été élaboré dans un contexte de fortes tensions financières, marqué notamment par des impayés accumulés depuis 2022, un défaut de traçabilité de certaines opérations, des engagements insuffisamment documentés, une pression croissante sur la trésorerie et un poids important de certains contrats externalisés ;

**Considérant** que le présent budget s'inscrit dans le nouveau cadre du Compte financier unique (CFU), appelé à se substituer au compte administratif et au compte de gestion ;

**Considérant** les caractéristiques de la section de fonctionnement (recettes réelles prévisionnelles de 27 337 897,33 € et dépenses réelles de 26 328 597,33 €) et de la section d'investissement (dépenses réelles de 7 820 000 € et recettes réelles de 6 810 754 €), telles qu'exposées dans le rapport au Conseil municipal ;

**Considérant** que le budget primitif 2026 est présenté comme un budget de sincérité, de redressement et de prudence, visant à protéger la commune d'un risque de mise sous contrainte et à rétablir progressivement sa capacité d'autofinancement ;

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à la majorité des suffrages exprimés, décide :**

- **Pour : 26**
- **Contre : 6** (Montasser Charni, Jean-Michel Genestier, Thomas Vautrin, Annie Sonrier, Corinne Raoult, Sonia Beaufremez)
- **Abstention : 1** (Pierre Marie Salle)

## Article 1 - Adoption du budget primitif 2026

Le Conseil municipal adopte le budget primitif 2026 - budget principal de la Ville du Raincy, présenté en équilibre réel, en recettes et en dépenses, pour chacune des sections de fonctionnement et d'investissement, tel qu'il figure dans les états budgétaires annexés à la présente délibération ;

**Le budget se décompose, pour l'exercice 2026, comme suit :**

Section / mouvements	Dépenses	Recettes
Fonctionnement - réels	26 584 597,33 €	27 593 897,33 €
Fonctionnement - d'ordre	1 009 300,00 €	0,00 €
Investissement - réels	7 820 054,00 €	6 810 754,00 €
Investissement - d'ordre	0,00 €	1 009 300,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>35 413 951,33 €</b>	<b>35 413 951,33 €</b>

L'emprunt nouveau permettant de financer la section d'investissement est fixé à un montant de 2 178 000 €.

## Article 2 - Vote par nature et par chapitre

Le Conseil municipal vote : la section de fonctionnement par nature et par chapitre, en dépenses et en recettes, conformément aux états joints au présent rapport ; la section d'investissement par nature et par chapitre, en dépenses et en recettes, conformément aux mêmes états.

## Article 3 - Note de présentation brève et synthétique

Le Conseil municipal prend acte de la note de présentation brève et synthétique du budget primitif 2026, réalisée en application de l'article L. 2313-1 du CGCT, qui est annexée à la présente délibération et au budget.

Il est précisé que cette note satisfait à l'obligation de joindre au budget primitif une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

## Article 4 - Autorisations complémentaires

Le Conseil municipal autorise M. le Maire à procéder, au cours de l'exercice 2026, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel) au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections ; autorise M. le Maire à procéder à des opérations de valorisation de la trésorerie et des autres réserves financières de la commune en cas de balance excédentaire ; approuve la possibilité de contracter ou renouveler une ou plusieurs lignes de trésorerie d'un montant maximal de 1 500 000 €, et autorise M. le Maire à signer les contrats et avenants y afférents.

## Article 5 - Transmission et publicité

La présente délibération, accompagnée du budget primitif 2026 et de la note de présentation brève et synthétique, sera transmise au représentant de l'État dans le département dans les délais prévus par les articles L. 1612-2 et L. 1612-8 du CGCT et fera l'objet des mesures de publicité réglementaires.

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis et Monsieur le Trésorier principal.

**Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,  
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.**

Pour extrait conforme,  
Le Raincy, le 27 avril 2026

Le Maire de la ville du Raincy  
**Nicolas Rondepierre**



La secrétaire de séance  
**Amélia Morise-Zambrano**

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la ville du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

